

Jeudi (matin) 17 mars 2016

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

48 2015.RRGR.840 Motion 205-2015 Fuchs (Berne, UDC)
Faire connaître l'accouchement confidentiel

N° de l'intervention:	205-2015
N° d'affaire:	2015.RRGR.840
Déposée le:	02.09.2015
Déposée par:	Fuchs (Berne, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	188/2016 du 17 février 2016
Direction:	JCE

Faire connaître l'accouchement confidentiel

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Régler dans un texte législatif l'accouchement confidentiel.
2. Régler dans un texte législatif l'accouchement anonyme.
3. Sensibiliser le public à l'accouchement confidentiel, une bonne alternative au tour d'abandon.

Développement :

Deux bébés en bonne santé ont été déposés en l'espace de peu de temps dans le tour d'abandon, ce qui leur a sans doute sauvé la vie.

Le tour d'abandon est manifestement une bonne solution pour les mères désespérées, car jusqu'à maintenant, 13 nourrissons y ont été déposés en Suisse (9 à Einsiedeln, 2 à Olten et 2 à Berne). Mais il faut proposer d'autres alternatives.

L'accouchement confidentiel permet à la femme, après une grossesse non désirée ou un déni de grossesse, d'accoucher dans un hôpital et d'abandonner l'enfant pour qu'il puisse être adopté. Elle laisse son identité sous pli fermé. La naissance de l'enfant n'est pas rendue publique et le père n'est pas informé. La protection des données est garantie à la mère et à l'enfant, mais celui-ci pourra plus tard obtenir des informations sur ses origines.

Dans le cas de l'accouchement anonyme, la mère ne laisse aucune indication sur son identité et l'enfant ne pourra donc pas retrouver ses parents plus tard.

Les femmes en détresse sont peu nombreuses à savoir qu'elles peuvent accoucher de manière confidentielle, alors que c'est une meilleure solution pour la mère et l'enfant. Pourtant, l'accouchement confidentiel et l'accouchement anonyme sont déjà une réalité dans notre pays, comme en témoigne le directeur de la Maternité cantonale, Daniel Surbek : « nous avons à peu près un cas par an de parturiente qui quitte la maternité après l'accouchement, sans laisser d'indication sur son identité » [trad.]. Selon lui, ce serait une bonne solution de légaliser l'accouchement anonyme, dit sous X, comme l'ont fait certains de nos voisins. La France a légiféré sur la question, en Allemagne, le système est toléré grâce à une lacune de la loi.

Le canton de Berne pourrait donner l'exemple et contribuer ainsi à sauver des enfants non désirés et à leur donner une chance.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion demande que la question de l'accouchement confidentiel soit réglementée dans un texte législatif et que l'on sensibilise le public afin que les femmes enceintes dans des situations de vulnérabilité puissent disposer d'une autre solution que celle du tour d'abandon. Par ailleurs, la légalisation de l'accouchement anonyme est requise.

L'accouchement confidentiel permet à une femme de donner le jour à un enfant à l'hôpital dans un contexte de discrétion particulière puisqu'il lui est garanti que son entourage ne sera pas informé de la naissance. La femme peut ainsi accoucher en bénéficiant d'un encadrement médical et en protégeant son enfant, sans devoir dévoiler son identité. Elle doit certes fournir toutes ses données personnelles mais, aussi longtemps qu'elle bénéficie de prestations (p. ex. conseils socio-psychologiques prénataux et postnataux ou soins médicaux), elle se verra attribuer un pseudonyme.

Il convient de distinguer l'accouchement confidentiel de l'accouchement anonyme, dit « sous X ». Ce dernier a lieu sans indication de l'identité de la mère, pour diverses raisons, et l'hôpital ne peut pas assumer son obligation en matière d'annonce des naissances. L'accouchement anonyme est illégal. Il se peut cependant qu'un hôpital s'occupe d'une femme enceinte qui est sur le point d'accoucher sans avoir préalablement recueilli ses données, car il assume alors son obligation d'admission d'un patient. Si la femme quitte l'hôpital immédiatement après l'accouchement, son identité demeure inconnue. Selon un questionnaire de l'Office des mineurs du canton de Berne (OM), aucun accouchement anonyme n'a eu lieu entre 2010 et 2013.

Le canton de Berne s'intéresse depuis longtemps à la question de l'accouchement confidentiel qui doit offrir une autre solution que celle de l'abandon anonyme du nouveau-né. Depuis l'installation du premier tour d'abandon à l'hôpital du Lindenhof et suite à la réponse que le Conseil fédéral a donnée à l'interpellation Meier-Schatz (13.3418), le canton de Berne s'est interrogé sur la fréquence et les pratiques concrètes en matière de naissance confidentielle sur son territoire. Le questionnaire de l'OM a révélé qu'entre 2010 et 2013, onze femmes avaient accouché de manière confidentielle dans le canton. Afin de fournir à l'ensemble des acteurs concernés (hôpital, autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et Office de l'état civil) des éclaircissements sur la conduite à adopter mais aussi de garantir un bon déroulement du processus, l'OM a rédigé un mémento en collaboration avec les milieux concernés. Le travail d'élaboration commune de ce mémento a déjà permis de sensibiliser les autorités et a eu une influence positive sur la coordination du travail.

Dans le canton de Berne, l'accouchement confidentiel a été demandé par des femmes enceintes vivant des situations conflictuelles pratiquement inextricables. Une étude menée en Allemagne sur le contexte et les motivations de la remise anonyme d'un enfant a montré que les mères connaissaient des situations problématiques comparables : dynamiques relationnelles compliquées, situations de détresse sociale, pression exercée par la famille ou le milieu social, valeurs culturelles ou religieuses ou surmenage aigu, d'ordre tant psychique que physique.

On peut constater en résumé que l'accouchement confidentiel respecte le droit de l'enfant à connaître son origine mais aussi l'intérêt de la femme à protéger son identité. En outre, cette possibilité permet à la femme d'accoucher sous surveillance médicale et de bénéficier de manière anonyme d'un suivi psychosocial prénatal et postnatal. Dans le canton de Berne, ces conseils ont généralement contribué à résoudre le conflit vécu par les femmes concernées et influencé positivement leur décision de garder l'enfant.

Les réponses suivantes peuvent être apportées aux demandes formulées par le motionnaire :

Chiffre 1 :

Dans sa réponse à l'interpellation Meier-Schatz (13.3418), le Conseil fédéral estime que les bases légales permettant de garantir des accouchements confidentiels à l'échelle nationale sont suffisantes. La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal ; RS 832.10) prévoit que les hôpitaux ont une obligation générale d'admission et selon le Code pénal (CPS ; RS 311.0), les professionnels de la santé sont soumis au secret médical. De ce fait, les conseils anonymes sont aussi assurés. La LAMal garantit en outre le financement des prestations spéciales en cas de maternité et les soins des nouveau-nés lors de l'hospitalisation de la mère. L'identité de la mère doit toutefois être établie dans tous les cas, pour que l'obligation d'annoncer puisse être respectée (OEC ; RS 211.112.2).

Récemment, le canton de Thurgovie a été le premier de Suisse à concrétiser les dispositions fédérales relatives à l'obligation d'admission et à l'obligation d'annoncer dans le cadre des accouchements confidentiels. Dans ce canton, ce type d'accouchement est indissociable de l'acte qui consiste à confier son enfant à l'adoption et la naissance n'est pas rendue publique.

Le Conseil-exécutif est d'accord pour examiner les actes législatifs cantonaux qui devraient être adaptés pour que les accouchements confidentiels puissent être garantis sur le territoire bernois. Des lacunes juridiques concernant le financement de prestations spécifiques, comme l'offre de chambres individuelles pour les suites de couches ou celle concernant le séjour du nourrisson en milieu hospitalier jusqu'à son placement, ont déjà été mises en évidence.

Le Conseil-exécutif est convaincu que la pratique de l'accouchement confidentiel qui s'est développée sur la base du droit en vigueur ne pourra obtenir la légitimité nécessaire que lorsque des bases spécifiques auront été créées. Il va par conséquent examiner cette question.

Chiffre 2 :

En vertu du principe de l'obligation d'admission, la femme enceinte bénéficie d'un suivi médical en milieu hospitalier lors d'un accouchement anonyme sans fournir ses coordonnées personnelles. Or, l'accouchement anonyme est illicite et punissable. Il viole à la fois l'article 119, alinéa 2, lettre g de la Constitution fédérale, à savoir le droit de toute personne à connaître son ascendance, et les articles 34 et 35 OEC, qui prévoient que les noms de la mère et de l'enfant doivent être annoncés dans les trois jours qui suivent la naissance. A cela s'ajoute le fait que l'accouchement anonyme contrevient au droit de l'enfant à une identité, tel que le prévoit l'article 7 de la Convention relative aux droits de l'enfant. En raison de la force dérogatoire du droit fédéral, le canton de Berne n'a pas la compétence de légaliser l'accouchement anonyme.

Chiffre 3 :

Il convient de partir du principe que, le plus souvent, les femmes enceintes en situation de détresse ne savent pas qu'elles ont droit, d'une part, à des conseils médicaux et psychosociaux (tout en gardant l'anonymat) et, d'autre part, à des prestations médicales obstétriques (dans les hôpitaux soumis à l'obligation d'admission).

Afin d'éviter que des femmes enceintes en situation de détresse n'accouchent sans accompagnement médical et sans consultation psychosociale préalable et, de ce fait, mettent la vie de l'enfant et leur propre vie en danger, une mise en réseau efficace entre les offres de conseil existantes et un plus grand travail d'information au public s'imposent. Un accès facile à des informations aisément compréhensibles au sujet du déroulement de l'accouchement confidentiel est également nécessaire. Il ne faudrait toutefois pas sous-estimer le coût et l'implication en termes de ressources humaines d'une telle campagne d'information, qu'il s'agit de préciser dans le cadre de l'examen de ses modalités exactes.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: adoption sous forme de postulat

Chiffre 2: rejet

Chiffre 3: adoption sous forme de postulat

Le président. Der Motionär hat Ziffer 2 dieses Vorstosses zurückgezogen und äussert sich jetzt zu den verbleibenden Ziffern 1 und 3. Der Regierungsrat beantragt, Ziffern 1 und 3 als Postulat anzunehmen.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Ich habe Ziffer 2 zurückgezogen, weil das auf Bundesebene geregelt werden müsste, und wir haben ja gehört, wir sollten die Vorstösse schreddern, die nicht wirklich in unserer Kompetenz liegen. Aus diesem Grund stehen noch die Ziffern 1 und 3 zur Diskussion. Mit einem Postulat kann ich nicht leben, weil man nicht etwas prüfen muss, wenn die Regierung selber schon der Meinung ist, sie wolle es prüfen und es bestehe Handlungsbedarf. Ein Prüfungsauftrag, damit sie etwas prüft, bringt nichts. Entweder wird der Vorstoss als Motion überwiesen und dann wird er umgesetzt, oder man lässt es sein.

Hier geht es darum, zusätzlich zu den Babyfenstern eine weitere Möglichkeit für die vertrauliche Geburt zu schaffen. Zu den Babyfenstern habe ich ja bereits verschiedene Vorstösse eingereicht und ich habe unter anderem auch das Geburtshaus Luna unterstützt. Es ist nicht so, dass das nicht gebraucht wird, denn es haben in den Jahren 2010 bis 2013 bereits elf Frauen dieses Angebot genutzt. Also besteht ein Bedarf und somit ist es auch wichtig, das zu regeln, sowohl im Interesse des Kindes als auch der Mutter. Es gab zwar wenig Kritik zu den Babyfenstern, aber es wurde kritisiert, dass allenfalls das Recht des Kindes verletzt werden könnte. Und wenn man das jetzt hier regelt, ist sowohl das Recht des Kindes gewahrt, als auch die Interessen der Mutter.

Um das Angebot bekannt zu machen, also sowohl das Babyfenster wie auch die vertrauliche Geburt, braucht es keinen riesigen finanziellen Aufwand. Das kann man mit einem geringen Aufwand machen, das ist völlig klar. Aber man muss es machen und von daher kann man nicht das Argument bringen, man wisse nicht, was es kostet. Wir haben genügend Angebots- und

Leistungserbringer, die das auf einfache Art weitertragen können. Und wenn wir auf diese Art nur ein einziges Kind retten können, ist dieser Vorstoss als Motion bereits erfüllt. Ich bitte Sie also wirklich, diese Motion anzunehmen und nicht irgendeinen Prüfungsauftrag zu erteilen. Von daher wandle ich meinen Vorstoss nicht in ein Postulat. Wir können hier nicht verlieren, vielmehr können alle nur gewinnen.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD). Die Motion will eine Ergänzung zu den bestehenden Babyfenstern. In der Schweiz werden die Babyfenster Gott sei Dank nicht oft geöffnet. Aber sie sind in gewissen Fällen enorm wichtig und nötig, und aus diesem Grund werden sie von der BDP sehr begrüsst. Beide Fenster lassen aber sicher immer verzweifelte Frauen zurück. Und die betroffenen Kinder haben ganz sicher früher oder später Fragen, die von niemandem und nie beantwortet werden können. Wer nicht von dieser Problematik betroffen ist, kann das nicht nachfühlen. Wenn der Motionär heute die gesetzliche Regelung der vertraulichen Geburt regeln will, wird er einerseits den Frauen und ihren speziellen Situationen gerecht. Andererseits erhalten die Frauen und ihre Kinder die medizinische und psychologische Unterstützung, die bei einer Geburt dringend und notwendig sind. Die Frauen werden in der für mich unvorstellbar belastenden Situation nicht allein gelassen, und möglicherweise werden bei solchen Geburten auch Lösungen gefunden, die schlussendlich nicht all die offenen und nie zu klärenden Fragen im Leeren stehen lassen.

Die Regierung befürwortet die Überprüfung der kantonalen Erlasse, die mit Blick auf die vertrauliche Geburt im Kanton Bern angepasst werden müssten. Es gibt Gesetzeslücken. Zum Beispiel nennt die Regierung die Finanzierung spezieller Leistungen und so weiter. Die BDP will, dass für die gottlob wenigen Frauen und ihre erwarteten Kinder die vertrauliche Geburt möglich ist und bleibt, und dass sich die Frauen eher für eine vertrauliche Geburt entscheiden, im Wissen darum, dass es sich dabei um einen geregelten Weg handelt. Dies auch wenn es Babyfenster gibt. Wenn die Regierung auch dahinter steht, wie wir es zumindest aus der Antwort herauslesen, gilt es, diese Forderung als Motion anzunehmen. Sie sagte selber, dass die heutigen gesetzlichen Grundlagen angepasst werden müssen. Für die BDP macht ein Postulat hier keinen Sinn.

Dasselbe empfinden wir beim Thema Information: Entweder wollen wir eine bessere Information der Öffentlichkeit erreichen, oder wir wollen es nicht. Das Prüfen in Form eines Postulats, ob man das will oder nicht, ist auch hier nur verlorene Zeit. Nach Auffassung der BDP sollen die Regelung der vertraulichen Geburt und die Information der Allgemeinheit in sinnvoller Form erfolgen. Wir nehmen die beiden Ziffern mehrheitlich als Motion an und danken Ihnen, wenn Sie das auch tun.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Aus Ehrfurcht vor Gott und dem Schöpfer setzt sich die EVP für einen umfassenden Schutz des Lebens von der Zeugung bis zum Tod ein. Jedes menschliche Leben ist gleichwertig. Es gibt keinen Unterschied in Wert und Würde der Menschen. Diese drei Sätze stehen im Parteiprogramm der EVP und für das stehen wir als Partei seit Jahr und Tag mit Überzeugung und Herzblut ein. Leider ist nicht immer gewährleistet, dass die Geburt eines Kindes in Würde erfolgen kann. Schwierige Umstände, insbesondere eine Notlage der werdenden Mutter, können für das Neugeborene fatale Folgen haben. Frauen aller Altersklassen und sozialen Schichten können in Notlage geraten. Möglicherweise sind sie Opfer einer Vergewaltigung, fürchten sich vor einem gewalttätigen Kindesvater, wieder andere haben soziale und gesundheitliche Probleme oder sie geraten beim Gedanken an ein Neugeborenes in Panik und sind überfordert. Oder es ist eine Kombination verschiedener Faktoren. Wichtig ist, dass für solche ausweglose Situationen konkrete und unbürokratische Lösungen angeboten werden. Der Würde und dem Schutz des werdenden Lebens und des Neugeborenen ist die höchste Priorität einzuräumen. Deshalb unterstützt die EVP den vorliegenden Vorstoss aus voller Überzeugung. Mit der Möglichkeit der vertraulichen Geburt als Ergänzung zu den Babyfenstern bekommen Frauen in Notlagen die Möglichkeit, ihr Kind heimlich auf die Welt zu bringen und zur Adoption freizugeben. Es geht darum, Schwangere und Kinder bei der Geburt zu schützen, und Geburten unter unmöglichen Bedingungen oder auch Dramen mit Aussetzungen oder sogar Kindstötungen zu verhindern.

Zu Ziffer 1: Die EVP befürwortet die Anpassung der entsprechenden rechtlichen Grundlagen und Erlasse auf kantonaler Ebene zur Gewährung der vertraulichen Geburt. Wir unterstützen hier die Motion. Es gilt, die nötigen Anpassungen so rasch wie möglich an die Hand zu nehmen.

Zu Ziffer 3: Die vertrauliche Geburt ist eine gute und bessere Alternative zu den bereits bestehenden Babyklappen. Dies vor allem auch deshalb, weil Kinder, die in die Babyklappen gelegt

werden, später keine Chance haben, herauszufinden, wer ihre Eltern sind. Hinzu kommt, dass bei Kindern, die in Babyklappen abgegeben werden, die Geburt oft unter einem höheren gesundheitlichen Risiko stattfindet, ohne ärztliche Betreuung. Je mehr Optionen es für Frauen in Notlagen gibt, desto besser. Dazu gehören Beratungen, staatliche und private Unterstützungsleistungen für Schwangere und junge Mütter, Babyfenster, oder eben auch neu die vertrauliche Geburt. Frauen sollen künftig bereits vor der Geburt besser über die bestehenden Hilfen informiert werden. Es muss das Ziel sein, riskante und heimliche Geburten ausserhalb von Kliniken möglichst zu vermeiden und zu verhindern, dass Neugeborene ausgesetzt oder sogar getötet werden. Deshalb ist es wichtig, dass der Kanton hier proaktiv und auch möglichst niederschwellig über die bestehenden Möglichkeiten informiert. Entscheidend ist vor allem, dass die betroffenen Frauen wissen, dass es ein Recht auf Beratung und auch einen Anspruch auf medizinische Geburtshilfe gibt. Auch wir unterstützen deshalb aus voller Überzeugung die Motion.

Dave von Känel, Villeret (PLR). Je vais essayer d'être un peu plus bref que mon prédécesseur. Après la maison de naissance, la motion de notre collègue Fuchs aura au moins le mérite de nous faire connaître la problématique de l'accouchement confidentiel, car je suis sûr que nombre d'entre nous dans cette honorable assemblée n'en connaissaient même pas l'existence. Le point 2 de la motion ayant été retiré et la réponse du gouvernement étant claire, le groupe radical soutient les points 1 et 3 sous forme de postulat, en espérant que ceux-là n'accouchent pas d'un monstre bureaucratique.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Wir haben bereits gestern über das Gebären, über die Geburt und über Frauen in dieser Situation gesprochen. Gestern war dies ein Thema im Rahmen des Geburtshauses. Wir haben darüber gesprochen, dass die Frauen – im besten Fall zusammen mit ihren Männern – die Möglichkeit haben sollen, zu entscheiden, ob sie in einem Spital oder in einem Geburtshaus, also in einer etwas heimeligeren Umgebung, gebären wollen. Wir sprachen von Frauen mit Entscheidungsmöglichkeiten. Heute aber sprechen wir von Frauen, von werdenden Müttern, die sich in einer ganz anderen Situation befinden. Sie befinden sich in einer Notsituation, vielleicht müssen sie in ihrem Umfeld eine Schwangerschaft verheimlichen, vielleicht darf niemand wissen, dass sie schwanger sind, dass sie ein Kind auf die Welt bringen. Deshalb ist der Sinn und Zweck dieses Vorstosses ganz klar das Wohl der Mütter und der Kinder. Sinn und Zweck ist es, genau denjenigen schwangeren Frauen in einer Notsituation die Möglichkeit zu geben, ihr Kind betreut und medizinisch unterstützt in einem Spital zur Welt zu bringen und das Kind eben nicht nach einer heimlichen Geburt in die Babyklappe zu legen. Diese Möglichkeit ist ganz wichtig für diese Frauen in ihrer ausweglosen Situation. Diese Situationen sind belastend für die Frauen. Aber eben auch für die Kinder, und sie können ganz schwierige Auswirkungen haben, wenn die Kinder nicht wissen, wer ihre Eltern sind. Die vertrauliche Geburt muss, wie das im Vorstoss verlangt wird, gesetzlich geregelt werden. Das ist der eine Teil.

Aber der zweite Teil, der ebenfalls sehr wichtig ist, ist das Wissen um die Möglichkeit der vertraulichen Geburt; damit genau diese Frauen, die sich in dieser schwierigen Situation befinden, informiert sind. Dieses Wissen ist viel zu wenig vorhanden und hier ist die gezielte Öffentlichkeitsarbeit wichtig und muss gefördert werden. Diese beiden Punkte sind ein wichtiges Anliegen. Wir sind froh, wurde Ziffer 2 zurückgezogen, denn dort sahen wir den Konflikt mit der anonymen Geburt, die grundsätzlich nicht legal ist. Das Anliegen wird auch von uns unterstützt. Doch wird der Vorstoss auch in Form eines Postulats dem Anliegen gerecht. Deshalb unterstützt die SP-JUSO-PSA-Fraktion dieses Anliegen mehrheitlich als Postulat.

Roland Benoit, Corgémont (UDC). Au nom du groupe UDC, nous vous invitons à soutenir le point 1 et le point 3 en tant que motion et non pas simplement comme postulat. Nous aimerions effectivement que les femmes puissent choisir, sur des bases légales, que cet accouchement confidentiel soit finalement bien réglé. Nous avons en Suisse un canton qui a déjà légiféré concernant ces mesures, Frauenfeld a déjà légiféré sur ce cas. Concernant le point 3, il est aussi important d'informer, notamment les hôpitaux, les milieux de la santé afin que le grand public également soit informé de cette possibilité d'accoucher en confidentialité. Pour ces raisons, et nous avons peut-être un peu peur que le postulat qui n'est pas contesté soit mis dans un tiroir, nous préférons et vous invitons à accepter ces deux points, donc le point 1 et le point 3 comme motion.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Es ist nicht nur ein Privileg der Medizinalpersonen – das ist übrigens genderkonform ausgedrückt –, Leben zu retten, denn bisweilen haben auch Politiker die Möglichkeit dazu. Ich möchte die Gelegenheit wahrnehmen und im Namen der EDU-Fraktion Thomas Fuchs ganz herzlich danken für sein Engagement für die Babyfenster. Es wurden dort zwei Babys abgelegt, ich hoffe du wirst Götti. (*Hilarité*) Die vertrauliche Geburt rettet Leben und sie muss zwingend gesetzlich geregelt werden. Neben dem Recht der Frau auf Anonymität muss das Kind die Möglichkeit haben, seine Herkunft zu erfahren. Und diesem Punkt wird hier Rechnung getragen. Die EDU-Fraktion unterstützt in dem Sinn Ziffer 1 als Motion. Ziffer 2 hätte uns in ein ethisches Dilemma gebracht. Glücklicherweise wurde diese Ziffer zurückgezogen. Ziffer 3 kann mit erheblichen Kosten verbunden sein, die EDU unterstützt sie als Postulat.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Lieber Grossratskollege Thomas Fuchs, es sind jetzt ein paar Jährchen verstrichen, ich erinnere mich noch gut. Wir kreuzten die Klinge, als du damals die Babyklappe vorgeschlagen hast. Mittlerweile wurde der Begriff etwas hübscher formuliert, heute spricht man vom Babyfenster, das klingt schon besser. Ich spreche immer noch von Babybriefkasten, ich stehe immer noch dazu: Ich finde Babyfenster keine gute Idee. Man kann zwar immer das Positive sehen, so im Sinn, es wurden dort zwei Kinder abgegeben und wenn es kein Babyfenster gegeben hätte, wären sie in irgendeiner Kiesgrube deponiert worden und elendiglich zugrunde gegangen. Das wäre ein mögliches Szenario, ich erwähne es bewusst. Es wurde damals in der Debatte mit diesem ganz tragischen Fall argumentiert. Aber man kann sich auch vorstellen dass dann, wenn dieses Babyfenster nicht existieren würde, die Kinder nicht abgegeben worden wären und noch bei ihrer Mutter leben würden. Oder vielleicht wären sie zur Adoption freigegeben worden. Man weiss nicht, was zutrifft. Wir möchten einfach davor warnen, das so zu vereinfachen und einfach so zu sagen, die Babyfenster hätten den Kindern das Leben gerettet und Thomas Fuchs sei ihr Götti, der ihnen das Leben gerettet hat. Ich habe damals in der Debatte etwas provokativ gesagt, man könne auch mich anrufen, wenn man verzweifelt sei. Das hat zum Glück damals niemand gewusst, oder dann ist es halt vielleicht kein so grosses Problem. Jedenfalls hat mich niemand angerufen. Trotzdem möchte ich in allem Frieden Thomas Fuchs zugutehalten, dass er das Thema vertrauliche Geburt aufgenommen hat, das wir damals in die Diskussion einbrachten. Alle diejenigen, die damals hier am Mikrofon so gross herumgeredet haben, müssen sich jetzt ein bisschen bei der Nase nehmen. Denn nicht wir haben den Vorstoss eingereicht, sondern du hast ihn eingereicht. Also, Chapeau! Und ich gebe dir Recht, wenn man die Antwort des Regierungsrats liest, muss man an einer Motion festhalten. Auch unsere Fraktion unterstützt dich bei Ziffer 1 als Motion.

Bei Ziffer 3 gerate ich wieder ein bisschen in diese Ambivalenz, die ich bereits vorhin geschildert habe: Was bedeutet das, die Öffentlichkeit zu informieren? Und was heisst es, wenn man die vertrauliche Geburt als Alternative zum Babyfenster aufzeigt? Hier habe ich etwas Mühe, denn das geht mir schon ein bisschen in Richtung propagieren. Deshalb würde mir und der Fraktion ein Postulat genügen. Aber es ist klar, es besteht ein sehr grosser Ermessensspielraum: Macht man jetzt Werbeflyer, die an die Acht- und Neuntklässler verteilt werden, oder lässt man die Information darüber über die Beratungsstellen einfließen? Selbst hier attestiere ich dir, dass du Ziffer 3 so formuliert hast, dass man sie auch als Motion überweisen könnte. Ich stelle fest, dass wir mit zunehmendem Alter jetzt plötzlich, abgesehen von Riedbach, noch ganz andere Überschneidungen haben, und das ist ja eigentlich ein gutes Zeichen.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Auch ich habe damals mit Thomas Fuchs über das Thema Babyklappe gestritten und auch die grüne Fraktion war dieser Lösung gegenüber sehr skeptisch eingestellt. Es lässt sich rückwirkend nicht analysieren, warum eine Frau ihr Kind in einem Babyfenster abgibt und wie die Alternativen ausgesehen hätten. Aber es ist gut, dass du das Thema jetzt aufgebracht hast und wir werden dich bei dieser Motion unterstützen. Wir sind sehr froh, dass du Ziffer 2 zurückgezogen hast, hier hätten wir dich nicht unterstützt. Die vertrauliche Geburt ist anscheinend auf Bundesebene ausreichend gesetzlich geregelt und mittlerweile hat ein Kanton die Regelung offenbar auf die kantonale Ebene heruntergebrochen. Aus der Antwort des Regierungsrats wird nicht klar, warum er den Vorstoss nicht als Motion überweisen will. Die grüne Fraktion wird diese Ziffer ungefähr zur Hälfte als Postulat annehmen und zur andern Hälfte als Motion.

Bei Ziffer 3 kann ich mich der Skepsis von Thomas Brönniman anschliessen. Es ist schwierig, den richtigen Weg zwischen informieren und propagieren zu finden. Deshalb werden wir bei Ziffer 3 eher

ein Postulat unterstützen. Es ist klar, wenn die vertrauliche Geburt im Kanton Bern gesetzlich geregelt ist, sollte auch bekannt werden, dass sie existiert. Aber diesbezüglich muss man sehr subtil vorgehen und man muss sich genau überlegen, wie offensiv man informieren will.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Der Regierungsrat will dieses Anliegen umsetzen. Er ist zu 120 Prozent überzeugt, dass das sinnvoll ist. Es wurden gewisse Vorabklärungen gemacht und man kam zum Schluss, dass noch einiges geprüft werden sollte. Deshalb ist für uns ein Postulat richtig. Eine Motion würde einen verbindlicheren Rahmen geben und der Druck würde erhöht. Aber dieser Druck ist nicht nötig, denn der Regierungsrat will das Anliegen realisieren. Stimmen Sie bitte dem Postulat zu.

Le président. Wir stimmen bei beiden Ziffern über eine Motion ab. Wer Ziffer 1 als Motion überweisen will stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	117
-----	-----

Non	4
-----	---

Abstentions	1
-------------	---

Le président. Sie haben Ziffer 1 angenommen. Wer Ziffer 3 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	120
-----	-----

Non	7
-----	---

Abstentions	4
-------------	---

Le président. Sie haben Ziffer 3 als Motion angenommen.